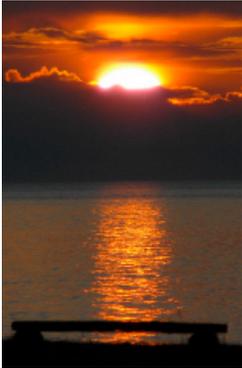


Le 27 septembre 2006

Québec solidaire

Un débat (sur l'Afghanistan) qui en cache un autre (sur la démocratie)



Le secrétariat de « Presse-toi à gauche », déplore que « *[l]es porte-parole de Québec solidaire, invités au dernier Congrès du NPD, n'[aient] pas jugé bon d'appuyer la proposition votée par l'immense majorité des délégués et qui appelait au retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan.* » Dans leur mise au point sur le site web de ce média, les porte-parole de QS répondent que leur « *intervention [au congrès du NPD] visait à laisser le débat ouvert en attendant qu'une instance qualifiée de Québec solidaire tranche la question.* » et qu'une « *proposition sera soumise aux délégués-es [du Conseil national] pour débat lors d'un point de privilège le samedi 30 septembre 2006.* »

Sur cet aspect des choses, les porte-parole de QS ont cent fois raison contre le secrétariat de Presse-toi à gauche. Il appartient en effet au Conseil national de prendre des positions de type programmatique à partir de la conjoncture comme il appartient au congrès de décider du programme proprement dit. Le problème c'est qu'avant le congrès du NPD, les porte-parole ont agi dans le sens contraire de leur nouvelle sagesse ! Que ça soit à propos de la question de l'Afghanistan comme à propos de la politique de la santé et de la politique énergétique qui toutes deux ne rompent pas avec le néolibéralisme. (voir

http://www.marcbonhomme.com/files/page0_blog_entry97_2.pdf)

Dans *Le Devoir* du 18 mars, texte étonnamment jamais mis en ligne sur le site web de QS, les porte-parole disaient au sujet de l'Afghanistan :

« Beaucoup de Québécois et de Canadiens s'insurgent contre ce détournement de mandat de l'armée canadienne. Ils sentent que nous ne sommes pas en Afghanistan pour les bonnes raisons. Il ne s'agit pas de maintien de la paix ou de reconstruction d'un pays dévasté par des guerres successives. [...] Par ailleurs, la paix en Afghanistan ne

sera pas possible sans une véritable initiative de paix onusienne [...] Le Canada pourrait participer à une telle mission. »

Il n'était donc nullement question d'une demande de retrait des troupes de l'Afghanistan, sur laquelle on ne dit rien, mais d'une mutation de la présence militaire canadienne dans un cadre onusien. Pourtant, dans ce même texte, les porte-parole invitaient la population à « *marcher aujourd'hui à l'invitation du collectif 'Échec à la guerre'* » dont la principale revendication concernant le gouvernement canadien était d'« *exiger le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan* » (Le Devoir, 18 mars 2006)

Après la prise de position du NPD, après l'appel de l'Alliance canadienne pour la paix, du Conseil du travail du Canada et d'Échec à la guerre pour la manifestation du 28 octobre prochain, tenant compte de l'inflexion de l'opinion publique canadienne et surtout québécoise contre cette présence des troupes canadiennes en Afghanistan suite à une conjoncture de plus en plus guerrière et meurtrière, on se serait attendu à ce que la direction de QS, sans se faire prier, profite de son Conseil national de la fin septembre pour modifier sa position. Au contraire ! Dans La Presse du 11 septembre, son porte-parole homme récidive :

« Si le Canada veut réellement faire oeuvre utile dans la région, il doit «réclamer une vaste conférence de l'ONU sur l'Afghanistan et cesser de faire le jeu des États-Unis», a-t-il insisté. L'ONU déterminera alors, a-t-il ajouté, de la pertinence de la présence militaire canadienne en sol afghan. » (Presse Canadienne, Martin Ouellet, 11 septembre 2006)

Astucieusement, dans leur réplique au secrétariat de Presse-toi à gauche, les porte-parole reproduisent cette citation... mais en en faisant sauter la dernière phrase, ce qui en change complètement le sens. C'en était trop. La belle unité téflon de la coordination nationale a sauté elle aussi. Le responsable de la plate-forme a sauté les plombs en rappelant le droit d'un peuple à se défendre les armes à la main contre l'occupant. On appréciera ce début de commencement de débat politique obligé dans Québec solidaire, ce qui enfin contraint la coordination nationale omnisciente et omnipotente à s'en remettre au Conseil national.

Cette démocratie retrouvée s'étendra-t-elle au processus de la plate-forme dont le verticalisme étouffant a jusqu'ici empêché les instances locales et régionales de commencer à discuter plate-forme, cela huit mois après la fondation du parti et deux mois avant le congrès de la fin novembre qui doit en décider ? Signifie-t-elle que la coordination nationale cessera de considérer les militantes et militants comme essentiellement des travailleuses et travailleurs d'élection qui entre les élections n'ont à s'occuper que de financement et de recrutement ? (voir

http://www.marcbonhomme.com/files/page0_blog_entry101_2.pdf)

Mais peut-être que ce branlement de combat n'est-il qu'une réaction de panique électoraliste à la stagnation populaire de Québec solidaire telle qu'elle se reflète dans le sondage CROP, publié par La Presse du 27 septembre 2006, qui ne crédite QS que de 3 à 4% du vote, bien en deçà du score du Parti Vert crédité à

9% ? Pourquoi, d'ailleurs, le décompte des membres est-il soudainement disparu du site Intranet de QS ? Se pourrait-il que la population québécoise qui a le cœur à gauche commence à réaliser la vacuité programmatique de QS, pire, son refus de rompre avec le néolibéralisme et l'impérialisme ? QS, à travers ses porte-parole, apparaît de plus en plus comme une montagne de verbiage vertueux qui accouche d'une peureuse souris sans épine dorsale programmatique qui court à droite et à gauche.

Marc Bonhomme, 27 septembre 2006